



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 7 mai 2021

Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre

Présentation du plan Val-d'Oise

Vendredi 7 mai 2021

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Messieurs les préfets,
Madame la présidente du conseil régional,
Madame la présidente du conseil départemental,
Monsieur le maire,
Mesdames et messieurs les maires,
Mesdames et messieurs les élus,
Mesdames et messieurs,
Chers amis,

Le Val-d'Oise, c'est bien connu, est un département jeune et plein d'avenir et nous sommes rassemblés aujourd'hui à Gonesse, pour donner une nouvelle force à la dynamique d'aménagement du territoire et de croissance qui est la sienne. Le choix de Gonesse n'est évidemment pas anodin, monsieur le maire. Il y a 17 mois, le Gouvernement a pris la décision d'abandonner définitivement le projet Europa City, décision difficile, mais nécessaire. Je sais que ce fut un coup dur pour de très nombreux acteurs du territoire, à commencer par les élus qui espéraient tant de ce projet. Beaucoup d'entre vous ont alors eu le sentiment que le Val-d'Oise était une nouvelle fois le parent pauvre de l'aménagement du Grand Paris et même de l'Ile de France, et que le département était ainsi privé d'une nouvelle dynamique économique et surtout des emplois qui sont absolument nécessaires, en particulier dans ce secteur de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France, dont je salue le président.

Mais il se trouve que le Gouvernement, mesdames et messieurs, porte une ambition forte voulue par le président de la République, celle de n'abandonner aucun de ses territoires. Chacun d'entre

vous connaît la litanie des difficultés rencontrées par l'est de ce département qui est à bien des égards à un miroir des tensions et même des contradictions qui traversent depuis longtemps le développement de l'Île-de-France. Je veux simplement rappeler un certain nombre de faits pour les regarder en face parce qu'ils nous obligent collectivement, l'État au premier plan. 17 % des Valdoisiens vivent sous le seuil de pauvreté. La plupart d'entre eux sont concentrés à quelques kilomètres d'ici, dans les villes voisines de Sarcelles, Villiers-le-Bel, et Garges-lès-Gonesse. Et particulièrement au sein des quartiers politiques de la ville qui cumulent pour la plupart des chiffres inquiétants en matière de santé, d'éducation, de sécurité, voire de progression du séparatisme.

L'État apporte, a déjà apporté un certain nombre de réponses très fortes, et sans cesse renouvelées dans votre territoire. Je veux par exemple évoquer notamment les mesures nouvelles décidées lors du dernier Comité interministériel des villes qui s'est tenu sous ma présidence le 29 janvier dernier à Grigny. Il s'agit, nous venons d'avoir un exemple, des interventions massives de l'Agence nationale de la rénovation urbaine avec plusieurs opérations reconnue d'intérêt national l'an dernier et qui ont déjà permis de mobiliser de très importants moyens : 104 millions d'euros pour le quartier Dame Blanche Nord à Garges, 86 millions d'euros pour les quartiers Puits-la-Marlière, derrière les murs de Monseigneur et Villages à Villiers-le-Bel, et 80 millions d'euros pour les quartiers Lochères et Rosiers-Chantepie, ici à Sarcelles. Suite aux décisions du récent CIV, ce secteur du Val-d'Oise va pouvoir bénéficier d'un abondement d'au moins 70 millions d'euros pour financer ces opérations. 1 200 logements seront démolis et reconstruits et plus de 3 000 autres seront réhabilités.

Je veux également évoquer les 3 cités éducatives de Garges, Villiers-le-Bel et Sarcelles, qui vont mobiliser au total 5,4 millions d'euros d'aides de l'Etat entre 2020 et 2022 et qui permettent déjà d'améliorer sensiblement l'offre éducative pour 30 000 élèves du département. Effort qui est rendu particulièrement essentiel depuis le début de la crise sanitaire. Et nous avons vu à l'instant un projet tenant compte du dédoublement des classes en primaire, qui restera un actif essentiel de la politique gouvernementale. Deux nouvelles cités éducatives seront créées dans le département dans les prochains mois suite aux annonces faites lors du CIV à Argenteuil et à Goussainville. Autre levier essentiel de l'action de l'Etat dans la période actuelle, le plan de relance, qui se déploie déjà avec vigueur dans ce département.

Depuis le lancement de France Relance en septembre dernier, le Val-d'Oise a en effet bénéficié d'environ 250 millions d'euros au titre de ce plan. 32 sont venus au soutien de 83 projets d'investissements des collectivités. Ce sont également 11 000 jeunes du département qui ont bénéficié du plan « Un jeune, une solution », qu'il s'agisse de la garantie jeunes, d'un contrat aidé, d'une aide à l'apprentissage ou d'un accompagnement intensif de Pôle emploi. 5 millions d'euros du Fonds Friche permettront de transformer l'ancienne hôpital de Gonesse, le quartier de Gare de Goussainville et l'hôpital Adélaïde Haut-de-Val à Villiers le Bel, pour accueillir environ 54 000 mètres carrés de logements, 21 000 mètres carrés d'activités économiques et 75 000 mètres carrés d'équipements.

Enfin, je le dis, la baisse des impôts de production et donc de la charge fiscale pour les entreprises dans le département du Val-d'Oise, cette baisse s'élève d'ores et déjà à 141 millions d'euros pour développer économiquement votre territoire. Mais aujourd'hui, avec ce plan Val-d'Oise, l'Etat a décidé d'aller plus loin encore. Parce qu'il est au cœur de la mission de l'Etat de donner leur chance à celles et ceux de nos concitoyens, à celles et ceux de nos territoires qui sont les plus en difficulté, parce qu'il est nécessaire de tracer un nouveau chemin d'espoir pour ce territoire. Parce qu'il faut donner les moyens à l'ensemble du Val-d'Oise de regarder l'avenir

avec confiance. Ce plan, avec ces mesures ambitieuses, va, nous l'espérons permettre d'apporter des solutions très concrètes à l'ensemble des enjeux prioritaires que nous avons identifiés avec vous ensemble : la sécurité, bien sûr, la santé, le logement, l'emploi, les mobilités, l'environnement, l'éducation ou encore l'économie.

Pour construire ce plan, l'État et les acteurs du territoire ont travaillé en très grande proximité. À cet effet, en novembre dernier, j'ai demandé à votre préfet, que je salue, d'élaborer un projet de plan spécifique en lien avec l'ensemble des forces vives du territoire, à commencer par les élus et en s'appuyant notamment sur le rapport rendu à la demande du président de la République par Francis Rol-Tanguy en juillet 2020. Je voudrais, mesdames et messieurs, en profiter pour remercier le préfet et ses équipes pour ce travail remarquable qui dénote, outre une connaissance fine du territoire et de ses réalités, une volonté profonde de le transformer pour le meilleur et surtout pour l'avenir de ses habitants.

Je veux également remercier le préfet de région pour son concours toujours bienveillant et souvent décisif. C'est l'occasion pour moi de rendre hommage au corps préfectoral dans nos territoires, au fameux couple maire-préfet que je n'ai cessé de promouvoir depuis mon entrée en fonction et même bien avant. Les préfets, vous le savez parfaitement, sont une grande force de notre République. Je veux également mettre en exergue le travail de nos parlementaires, dont je témoigne ici publiquement de l'opiniâtreté et de l'engagement auprès de moi et de l'ensemble du gouvernement pour défendre les intérêts et les projets du Val-d'Oise. J'adresse enfin ma reconnaissance très appuyée aux collectivités territoriales, au premier rang desquelles la région, Madame la présidente et le département, Madame la présidente, pour avoir partagé la préoccupation de l'Etat à l'égard de ce territoire et aussi pour leur participation financière à un certain nombre de projets structurants que je vais évoquer devant vous.

La première priorité du plan, telle que vous me l'avait proposée, monsieur le préfet, c'est de mieux relier le Val-d'Oise à l'ensemble de l'Ile-de-France pour lutter contre l'enclavement. Je sais que les acteurs du territoire, à commencer par les élus locaux, n'ont cessé depuis longtemps d'alerter sur les carences dont souffre leur département en termes de connexion avec la métropole parisienne et avec la région dans son ensemble. C'est même une sorte de paradoxe pour le Val-d'Oise, alors que le territoire compte deux aéroports, dont le premier aéroport européen en termes de fréquentation. De très nombreux habitants du territoire souffrent d'un fort engorgement. 62 % des actifs du département travaillent en dehors du Val-d'Oise et subissent au quotidien des transports saturés.

Voilà pourquoi je suis venu ce matin vous confirmer que la ligne 17 du Grand Paris Express sera bien menée à son terme jusqu'au Mesnil-Amelot par la Société du Grand Paris. Je salue le président du Conseil de surveillance et le nouveau président du Conseil du directoire avec lequel vous aurez, mesdames et messieurs, les élus, grand plaisir à travailler. La première tranche de cette ligne 17 a été engagée et je revendique devant vous, Madame la présidente, d'avoir beaucoup poussé en ce sens dans mes précédentes fonctions de délégué interministériel aux Jeux Olympiques et paralympiques. J'ai d'ailleurs vu ce matin, et croyez-le, c'est une immense satisfaction le tunnelier en action. Notre objectif est de mettre en service la ligne jusqu'au parc des expositions en 2027, en desservant le triangle de Gonesse. Cette infrastructure permettra de renforcer l'attractivité du pôle aéroportuaire et du Grand Roissy et d'améliorer l'accessibilité des habitants de l'est du Val-d'Oise à Paris et à l'ensemble de l'Ile-de-France.

Cette même logique de désenclavement me conduit également à annoncer ma décision de mettre en œuvre le projet d'interconnexion de la ligne H à Saint-Denis - Stade de France qui,

vous le savez, raccorde une très grande partie du centre et de l'est du Val-d'Oise à la Gare du Nord. C'est un projet très structurant qui permettra de relier la ligne H, le RER D et plusieurs lignes du Grand Paris Express. L'enjeu est de rendre le réseau de transport plus robuste et de proposer des solutions alternatives en cas d'incident, de façon à ce que le quotidien des Valdoisiennes et des Valdoisiens soit moins impacté par les pannes dans les transports en commun. La Société du Grand Paris s'est déjà engagée à le financer à hauteur de 30 %. L'Etat participera aussi au tour de table dans le cadre du CPER 2023-2027. Et j'ai indiqué au préfet de région que des crédits supplémentaires seraient débloqués et je lui ai donné mandat pour négocier la clé de répartition avec les collectivités et notamment la région.

Autre enjeu, les transports en commun pour relier l'est du Val-d'Oise au bassin d'emploi autour de la plateforme aéroportuaire de Roissy-Charles de Gaulle. Ces transports seront également améliorés grâce à la mise en service de 3 nouvelles lignes de bus à haut niveau de service qui permettront de relier Goussainville, Villiers-le-Bel et Sarcelles au Grand Roissy. Là encore, l'État participera au financement de ces projets, dont nous espérons que les travaux pourront commencer rapidement. Alors que le projet ferroviaire Roissy-Picardie a été confirmé dans le cadre de la Loi d'orientation des mobilités à l'échéance 2025, et pour que le Val-d'Oise puisse bénéficier pleinement de ce nouvel itinéraire, l'État va concourir financièrement à la construction de la passerelle en gare de Survilliers - Fosses à hauteur de 50 %, et dégagera des crédits spécifiques pour permettre la création d'un pôle d'échange multimodal autour de cette gare.

Autre réponse très concrète à une problématique soulignée à de multiples reprises par les acteurs locaux, nous allons enfin sécuriser le passage à niveau de la gare de Deuil - Montmagny, tristement connue comme le plus dangereux de France. Fort de ces évolutions, Mesdames et Messieurs, ce plan porte également l'ambition de faire de l'est du Val-d'Oise le moteur du développement de votre territoire.

La forte croissance démographique francilienne va entraîner une hausse de la consommation de produits alimentaires frais. L'urbanisation croissante et la hausse de la congestion en région Île-de-France dans les prochaines années nécessitent une nouvelle implantation du marché d'intérêt national de Rungis, au nord de l'Île-de-France, pour approvisionner la région dans de bonnes conditions. C'est le sens du projet Agoralim porté par la Semmaris, qui est donc un projet d'extension d'une ligne de Rungis. Agoralim, c'est une plateforme de distribution alimentaire, mais aussi un projet de développement des circuits courts et de productions locales. Comme le département du Val-d'Oise a une longue histoire agricole, notamment sur les terres de la Plaine de France, je demande à la Semmaris de localiser ce projet dans l'est du Val-d'Oise en s'appuyant sur une plateforme logistique située à proximité. Le projet précis devrait être, cher Stéphane LAYANI, finalisé avant la fin de l'automne 2021 après une phase de concertation que je souhaite la plus large possible.

Agoralim, Mesdames et Messieurs, c'est l'opportunité de créer plusieurs milliers d'emplois directs et, au-delà, de favoriser un écosystème attractif et innovant au service du développement territorial du département. Ce projet, j'insiste, sera bien sûr complémentaire de Rungis au sud de Paris qui continuera ainsi sa magnifique transformation. Je suis heureux de vous l'annoncer aujourd'hui tant je sais, beaucoup d'entre vous me l'ont dit, que cette implantation répond à de très fortes attentes de votre part. Dans cette même logique et parce que le territoire avait jusqu'ici une vocation agricole, et que les terres de la plaine de France ont fait l'histoire de ce département, nous avons d'ores et déjà classé la partie nord du Triangle de Gonesse en zone agricole protégée sanctuarisée. C'est une décision absolument irrévocable. La partie sud de la

ZAC, nous en venons, soit 70 ha, pourrait accueillir en lien avec le projet Agoralim, un pôle d'attractivité autour de l'alimentation, des circuits courts et de la production agricole de proximité. L'Etat, je vous l'annonce, apportera tout son soutien à cette belle ambition.

Enfin, toujours s'agissant du Triangle de Gonesse, la zone centrale, 110 ha, doit se développer et contribuer au dynamisme de l'est du département. C'est ainsi qu'en partenariat étroit avec la présidente de région et avec la présidente du conseil départemental, nous avons décidé d'implanter dans cette zone une cité scolaire internationale, structure d'excellence dédiée au parcours du jeune, de l'école au post-bac, combinant une ouverture internationale et une insertion réussie. Dotée d'un internat, véritable levier pour l'égalité des chances, elle va permettre de former tous les ans 600 collégiens et 1500 lycéens à des métiers d'avenir pour le territoire : l'hôtellerie et la restauration, mais aussi l'alimentation et l'agriculture biologique, en lien avec une exploitation agricole en son sein. C'est un projet porteur, très structurant qui sera, je vous l'annonce, prochainement complété par l'implantation dans cette zone d'un service de l'Etat puisque je proposerai un prochain comité interministériel à la transformation publique de la délocalisation prioritaire d'un opérateur ou d'une administration de l'Etat sur ce site.

Si l'Etat doit contribuer au désenclavement de son territoire, son premier rôle est évidemment d'en assurer la sécurité parce que ma volonté première est que le pacte républicain se déploie partout. Tenir le pacte républicain, c'est donc garantir la sécurité de tous nos concitoyens qui ont le droit, comme l'a rappelé récemment le Président de la République, à une vie paisible. Aussi pour faire face aux phénomènes de violence urbaine de plus en plus fréquents et violents, notamment dans l'est du territoire, nous allons mettre en place un certain nombre de mesures fortes qui répondent aux attentes exprimées à la fois par les élus et par les fonctionnaires qui exercent ici. Très concrètement, nous allons engager, je l'ai dit ce matin, la première étape de la construction d'un nouveau commissariat à Sarcelles où je me suis rendu ce matin et où j'ai exprimé à nos policiers le soutien indéfectible de l'Etat après les drames de Rambouillet et d'Avignon et notre engagement concret et renforcé dans la lutte sans merci contre le terrorisme islamiste et contre les trafics, notamment de stupéfiants. Nous allons également engager la rénovation du commissariat de Cergy et renforcer les effectifs des forces de sécurité intérieure. Nous implanterons à Berne-sur-Oise une maison d'arrêt, ce qui permettra de créer 750 emplois et d'accueillir de nouvelles familles.

L'Etat, et c'est particulièrement vrai en cette période de crise épidémique, doit également s'engager auprès des habitants de l'Est du Val-d'Oise dans la voie de l'amélioration de leur prise en charge sanitaire. Nous ne pouvons pas accepter que l'espérance de vie dans le Val-d'Oise soit parmi les plus faibles de France ou encore qu'une proportion anormalement élevée d'enfants y souffrent d'importantes pathologies notamment respiratoires. C'est pour cela que nous avons pour ambition de repenser en profondeur l'offre de soins, la prévention afin de mieux accompagner les populations. Le plan de relance de l'investissement que nous avons engagé dans le cadre du Ségur de la santé nous offre une chance historique de consolider, moderniser, transformer notre offre de soins partout en France et particulièrement ici. C'est grâce au moyen financier que nous avons dégagé dans ce cadre que nous pourrions concrétiser deux grands projets en gestation depuis plusieurs années. Le premier est l'achèvement de la reconstruction du centre hospitalier d'Argenteuil. La première tranche, vous le savez, a été livrée il y a maintenant près de 10 ans, mais le regroupement des activités de courts séjours et des plateaux techniques n'avait pas pu être mené. Ce sera chose faite puisque le projet est désormais finalisé et validé grâce à la mobilisation de toute la communauté hospitalière et qu'il n'attend plus que la consolidation du plan de financement. Je vous annonce aujourd'hui que l'Etat

accompagnera le projet à hauteur de 93 millions d'euros, correspondant à près d'un tiers du coût du projet qui va permettre sa réalisation définitive.

Le second projet est celui porté par le Centre hospitalier de Pontoise. En réalité, c'est une modernisation de l'ensemble de l'offre de soins du Groupement hospitalier du Territoire Nord-Ouest-Vexin-Val-d'Oise qui est prévue. Dans un premier temps, c'est la restructuration du bâtiment principal, René Dubos à Pontoise, qui sera engagé pour un coût de 350 millions d'euros. Puis, les opérations de modernisation seront entreprises dans les autres sites du groupement notamment ceux de Magny-en-Vexin, Incourt et Beaumont. Je ne saurais oublier le Centre hospitalier de Gonesse dont la modernisation complète a généré un important endettement. Nous allons alléger, dans le cadre du Ségur, cet endettement à hauteur d'au moins 30 millions d'euros.

Enfin, et je finirai par là, car c'est peut-être la plus belle promesse d'avenir pour le Val-d'Oise, tenir le pacte républicain, c'est évidemment soutenir la jeunesse parce qu'elle souffre particulièrement des difficultés du temps présent, autant qu'elle incarne les potentialités de votre territoire. Nous devons permettre à l'ensemble des jeunes du Val-d'Oise de pouvoir bénéficier de formations d'excellence au sein même du département. J'ai déjà évoqué le projet de Cité scolaire internationale à Gonesse. Je vous annonce que l'Etat va soutenir très fortement le pôle Cy Cergy Paris Université afin de permettre l'implantation d'une école d'ingénieurs d'ampleur internationale autour de l'ingénierie et de la modélisation. L'Etat va consacrer à ce projet et au laboratoire de Neuville, également porté par l'Université de Cergy, un engagement de plus de 40 millions qui figure parmi les axes majeurs du contrat de plan Etat-régions de la région Île-de-France pour la période 2021-2027. Je souhaite vivement que cette université de Cergy dont je salue, monsieur le Président, la haute exigence renforce son offre pédagogique au sein de l'IUT de Sarcelles en proposant ainsi des formations complémentaires dans l'ouest du Val d'Oise. Et l'État est prêt à vous accompagner dans cette direction indispensable qui est celle du rapprochement des filières d'excellence et des territoires en difficulté.

Mesdames et messieurs, ce plan, ça ne vous aura pas échappé, constitue l'incarnation d'une action publique ambitieuse et efficace qui concentre les moyens pour apporter des réponses très concrètes, très rapides aux territoires qui, comme ici, en ont le plus besoin.

Ambitieux parce que face à une situation difficile, nous avons pris le temps nécessaire pour bien prendre avec vous la mesure des enjeux et des défis en grande proximité avec les acteurs du territoire. Ce n'est pas un plan venu d'en haut, c'est vous qui l'avez bâti et c'est l'Etat déconcentré avec les élus et les acteurs socio-économiques, éducatifs et culturels qui a été à la manœuvre.

Ambitieux parce que ce plan est aujourd'hui à la mesure de vos attentes et qu'il va, je l'espère, puissamment contribuer à transformer le territoire et améliorer très concrètement la vie des Valdoisiennes et des Valdoisiens, particulièrement ici dans l'Est du département. Efficace parce que l'Etat, en ordre de bataille, va continuer de se mobiliser avec force à travers ses services et ses opérateurs, main dans la main avec les acteurs locaux, notamment les élus dont je sais qu'ils se battent depuis des années pour offrir à leurs concitoyens un avenir à la hauteur du potentiel formidable de ce territoire. Je suivrai donc d'un œil particulièrement attentif la mise en œuvre de ce plan. Et à cet effet, je souhaite que le préfet mette en place avec vous un pilotage resserré de son déploiement avec un comité de suivi régulier et en lien constant avec mon cabinet.

Enfin, mesdames et messieurs, nous sommes ici à l'essence même de l'action publique, rétablir l'équité, surmonter les handicaps, changer concrètement la vie quotidienne des habitants, redonner confiance en l'avenir. L'Etat est là. L'État est là, avec tous les acteurs et les élus que je veux remercier à nouveau au service de ces territoires - voilà un beau mot - ces territoires qui font plus que jamais la force de la France d'aujourd'hui et de demain. Je vous dis donc au travail et à très bientôt. Je vous remercie.